

La Propriété industrielle

Revue mensuelle de
L'ORGANISATION MONDIALE DE LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
(OMPI)

Paraît chaque mois
Abonnement annuel: fr.s. 95.—
Fascicule mensuel: fr.s. 10.—

91^e année - N° 8
AOÛT 1975

Sommaire

UNIONS INTERNATIONALES

- Convention de Paris. Ratification des articles 1 à 12 de l'Acte de Stockholm.
Finlande 227

CONVENTIONS NON ADMINISTRÉES PAR L'OMPI

- Convention européenne sur la classification internationale des brevets d'inven-
tion. Dénonciation par la Belgique 227

RÉUNIONS DE L'OMPI

- Groupe consultatif d'experts non gouvernementaux sur la protection des pro-
grammes d'ordinateurs 228
— Groupe de travail sur la loi type pour les pays en voie de développement concer-
nant les inventions et le savoir-faire (« know-how ») 230

LÉGISLATION

- Pologne. Arrêté de 1972 du Président de l'Office des brevets concernant la pro-
tection des inventions et des modèles d'utilité 231
— Italie. Décrets concernant la protection temporaire à des expositions 240

ÉTUDES GÉNÉRALES

- La procédure d'opposition devant l'administration des brevets de la République
fédérale d'Allemagne (Dietrich Lewinsky) 241

LETTRES DE CORRESPONDANTS

- Lettre de la République fédérale d'Allemagne (Friedrich-Karl Beier et Paul
Katzenberger) 246

NOUVELLES DIVERSES

- Espagne, Pakistan 255

CALENDRIER DES RÉUNIONS 255

UNIONS INTERNATIONALES

Convention de Paris

Ratification des articles 1 à 12 de l'Acte de Stockholm

FINLANDE

Le Gouvernement de la Finlande, se référant au dépôt, effectué le 8 juin 1970 et notifié le 15 juin 1970 (Notification Paris N° 22)¹, de son instrument de ratification de l'Acte de Stockholm du 14 juillet 1967 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883,

¹ *La Propriété industrielle*, 1970, p. 210.

déclarant que sa ratification n'était pas applicable aux articles 1 à 12, a déposé, le 17 juillet 1975, une déclaration par laquelle il étend les effets de sa ratification auxdits articles.

En application des dispositions de l'article 20.2)e) et 3) de l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris, les articles 13 à 30 sont entrés en vigueur à l'égard de la Finlande le 15 septembre 1970.

En application des dispositions de l'article 20.2)c) dudit Acte, les articles 1 à 12 entreront en vigueur à l'égard de la Finlande le 21 octobre 1975.

Notification Paris N° 75, du 21 juillet 1975.

CONVENTIONS NON ADMINISTRÉES PAR L'OMPI

Convention européenne sur la classification internationale des brevets d'invention

Dénonciation par la Belgique

Conformément à l'article 8.2) de la Convention européenne précitée du 19 décembre 1954, le Gouvernement belge a dénoncé ladite Convention avec effet à la date à laquelle

l'Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets du 24 mars 1971 entrera en vigueur pour la Belgique, à savoir le 4 juillet 1976.

Cette dénonciation, datée du 22 janvier 1975, a été transmise par le Gouvernement belge au Secrétaire général du Conseil de l'Europe et enregistrée au Secrétariat Général du Conseil de l'Europe le 30 juin 1975.

RÉUNIONS DE L'OMPI

Groupe consultatif d'experts non gouvernementaux sur la protection des programmes d'ordinateurs

Deuxième session

(Genève, 23 au 27 juin 1975)

Note*

1. Le Groupe consultatif d'experts non gouvernementaux sur la protection des programmes d'ordinateurs (ci-après Groupe consultatif) a tenu sa deuxième session à Genève, du 23 au 27 juin 1975, sur convocation du Directeur général de l'OMPI et conformément à une décision prise en septembre 1974 par le Comité exécutif de l'Union de Paris. Les experts ont été désignés par 21 organisations non gouvernementales. Les gouvernements de cinq Etats et trois organisations intergouvernementales ont été représentés par des observateurs. La session a été présidée par M. W. E. Schuyler, Jr. (Association internationale pour la protection de la propriété industrielle — AIPPI). M. L. Baeumer a exercé les fonctions de secrétaire. La liste des participants suit la présente note.

2. Le premier objet à l'ordre du jour était la *protection juridique des programmes d'ordinateurs*. Il s'agit là d'une question que le Bureau international a étudiée avec l'assistance d'un groupe consultatif d'experts gouvernementaux qui s'est réuni en 1971¹, et étudiée avec l'aide du présent Groupe consultatif dont la première session s'est tenue en 1974². Le Groupe consultatif a étudié un document préparé par le Bureau international, qui résumait les informations données, au cours des réunions antérieures, sur le besoin de protection juridique des programmes d'ordinateurs et sur les possibilités de protection offertes par les législations nationales³. Le Groupe consultatif a réaffirmé la nécessité d'une protection juridique et a discuté les formes existantes de protection. Il a souligné que les programmes d'ordinateurs ne devraient pas être exclus en tant que tels de la protection offerte par le brevet, mais a noté qu'un nombre limité de programmes seulement témoignait probablement d'une activité inventive suffisante. En outre, il a relevé que le système du droit d'auteur pouvait protéger de nombreuses formes, et peut-être même toutes les formes du logiciel, lequel comprend non seulement le programme proprement dit (en tant qu'instructions codées à l'ordinateur) mais également les pièces descriptives et explicatives y relatives. Toutefois, vu l'incertitude du droit, le Groupe consultatif a conclu qu'il faudrait établir un type particulier de protection (voir ci-après).

3. L'autre point qui a fait l'objet des discussions du Comité consultatif a été celui de l'enregistrement des programmes d'ordinateurs. Il s'agit là d'une question qui a été soulevée lors de la première session du Groupe consultatif. Les documents préparés par le Bureau international pour la présente session exposaient les systèmes d'enregistrement existants et effectués par plusieurs institutions privées et gouvernementales et par une institution intergouvernementale, et présentaient des propositions, aux fins des discussions, relatives à l'établissement d'un registre international des programmes d'ordinateurs ou d'un système de registres coordonnés internationalement. Soulignant l'importance de l'enregistrement en tant que moyen de dissémination des informations relatives au logiciel, particulièrement pour les pays en voie de développement, le Groupe consultatif a reconnu le besoin de développement et de perfectionnement des systèmes existants et a discuté certains problèmes qui exigent une étude plus poussée dans ce domaine. Il a été considéré que la contribution de l'OMPI devrait demeurer dans le cadre d'un système d'enregistrement en tant qu'élément d'un système de protection juridique (voir ci-après), à l'exception possible de certains aspects des problèmes de la dissémination des informations, comme la classification des programmes d'ordinateurs, la coordination des systèmes existants (y compris la normalisation) et l'étude des besoins des pays en voie de développement.

4. Les conclusions du Groupe consultatif sont les suivantes:

a) au sujet de la *protection juridique des programmes d'ordinateurs*, il faudrait établir un type spécial de protection, sans préjudice du maintien de toute forme de protection éventuelle, en particulier des législations sur le droit d'auteur, les brevets et la concurrence déloyale; ce type spécial de protection compléterait ceux qui existent et devrait être organisé selon les principes directeurs suivants:

i) la protection devrait couvrir non seulement le programme (code) proprement dit et ses parties ou modules, mais également les pièces d'accompagnement (descriptions, explications concernant l'application, diagrammes, etc.); les améliorations à un programme, les pièces d'accompagnement et les pièces préparatoires devraient être également couvertes (l'ensemble des éléments à protéger étant dénommé ci-après « logiciel »);

ii) la nouveauté, au sens que le logiciel n'existait pas précédemment, ne devrait pas être requise; toutefois, le logiciel devrait être original au sens qu'il devrait représenter le résultat d'un effort intellectuel indépendant;

iii) les actes contre lesquels la protection devrait être accordée devraient être bien définis et prendre en considération les techniques particulières en cause; bien que l'usage d'un programme d'ordinateur pour contrôler les opérations d'un ordinateur paraisse nécessairement impliquer une cer-

* La présente note a été préparée par le Bureau international.

¹ *La Propriété industrielle*, 1971, p. 63.

² *La Propriété industrielle*, 1974, p. 356.

³ Ce document, amendé sur la base des propositions du Groupe consultatif, est annexé au rapport de la deuxième session.

taine forme de reproduction du programme dans l'ordinateur, il faudrait définir un acte particulier d'usage du programme qui serait considéré comme constituant un acte de contre-façon; la traduction dans une autre langue d'ordinateur et d'autres formes d'adaptation devraient également être comprises; il serait en outre nécessaire de clarifier les actes qui seraient couverts par la protection dans le cas des pièces d'accompagnement et des pièces préparatoires; enfin, les actes de transfert du logiciel à des tiers sans autorisation, ainsi que l'usage du logiciel par ces tiers — même lorsqu'ils ne savent pas que le transfert n'avait pas été autorisé — devraient également être visés;

iv) la protection ne devrait pas être limitée à l'identité mais devrait également couvrir la similitude, peut-être en prenant en considération le niveau créatif, s'il y en a, du logiciel protégé;

v) la protection devrait être accordée seulement à l'encontre des actes résultant de l'accès au logiciel; il ne faudrait pas accorder un droit exclusif opposable aux créations indépendantes;

vi) il faudrait étudier plus avant la question de savoir si l'on devrait appliquer la doctrine de l'usage loyal (« fair use »); de toute façon, même la seule reproduction dans un produit commercial ne devrait pas être considérée comme un usage loyal;

vii) la durée de protection devrait être relativement courte, compte tenu de la brièveté de la période pendant laquelle un logiciel déterminé a effectivement une importance économique; 5 à 20 années paraissent suffire; le point de départ de la période de protection devrait encore être étudié;

viii) les sanctions devraient comprendre la possibilité d'ordonner la cessation de l'acte et le versement de dommages-intérêts; des sanctions pénales pourraient être prévues si elles le sont pour les infractions dans le cadre du droit d'auteur;

b) au sujet de l'enregistrement du logiciel:

i) la possibilité d'enregistrer le logiciel dans un registre international ou dans un système de registres, existants ou à créer, coordonnés internationalement, *aux fins de la dissémination des informations seulement* et sans effets sur la protection juridique, a été considérée comme utile en vue de faciliter l'accès aux informations relatives au logiciel, surtout aux fins de l'acquisition du logiciel par les intéressés; toutefois, la majorité des experts a exprimé l'opinion que l'OMPI ne devrait à l'heure actuelle s'occuper d'un tel projet d'enregistrement que dans la mesure où ce dernier pourrait servir aux fins de la protection juridique, la dissémination des informations constituant un objectif important d'un tel système de protection; il a été en outre admis que cette question nécessitait des études plus approfondies, particulièrement en ce qui concerne les besoins des pays en voie de développement;

ii) il faudrait établir un système permettant le dépôt facultatif du logiciel *aux fins de sa protection juridique*, renforçant tout système éventuel de protection nationale; le dépôt devrait en particulier présenter l'avantage de constituer une présomption d'accès en cas d'identité ou de proche similitude du logiciel déposé et du logiciel utilisé par un tiers;

il faudrait également prendre en considération la possibilité de faire du dépôt une condition préalable à toute action judiciaire; bien qu'en général le texte intégral d'un programme et de ses pièces d'accompagnement devrait être déposé, l'on ne devrait pas établir de règles au sujet de l'objet à déposer, étant donné que cette question se règlera d'elle-même, puisque seul l'objet déposé bénéficierait des avantages du dépôt; l'étude des modalités techniques du dépôt (dépôt de copies matérielles, de bandes ou d'enregistrements magnétiques dans l'ordinateur du dépositaire) devrait être poursuivie, en prenant en considération les progrès de la technique; le dépôt ne devrait en aucun cas comprendre un examen quant au fond; en principe, les pièces déposées devraient pouvoir être examinées par le public; toutefois, il faudrait prévoir la possibilité que le logiciel déposé, ou partie de ce logiciel (p. ex. le code), puisse demeurer secret, peut-être par le moyen de plis cachetés; la durée de la période de secret n'a pas été fixée par le Groupe consultatif; les propositions ont été d'une à vingt années; certains experts ont proposé qu'il soit possible de maintenir secret au moins le code pendant la période de protection; les avantages du dépôt ne devraient peut-être pas s'étendre aux parties du logiciel déposé qui seraient maintenues secrètes; la durée du dépôt devrait être au plus d'environ 20 années, divisées en périodes de renouvellement de 5 années ou moins soumises au paiement de taxes de renouvellement; on pourrait également examiner la possibilité de faire dépendre du maintien du dépôt la durée de la protection visée au point a) ci-dessus;

c) en ce qui concerne les *activités futures*, le Bureau international devrait préparer:

i) des dispositions types de lois nationales sur la protection du logiciel, conformes aux grandes lignes du type spécial de protection mentionné précédemment, prévoyant des dépôts facultatifs offrant certains avantages pour le déposant dans le domaine de la preuve; ces dispositions devraient contenir des variantes consacrées au dépôt ouvert et au dépôt secret;

ii) un projet de traité international prévoyant une protection minimale sur le plan international, conforme aux mêmes grandes lignes; ce projet devrait contenir des dispositions en vue de l'établissement d'un registre international et d'un système international de dépôt organisé par le Bureau international; l'usage d'un tel système serait facultatif et, le cas échéant, offrirait lesdits avantages et remplacerait le besoin éventuel d'effectuer un dépôt sur le plan national; ce projet de traité devrait prévoir la publication d'abrégés (brèves descriptions de l'essence du logiciel), établis par le déposant, qui permettraient de faire connaître l'existence du logiciel et de s'y référer dans les contrats de licence.

Liste des participants *

I. Experts non gouvernementaux

American Bar Association (ABA): W. L. Keefauver; S. A. Diamond. Association européenne pour l'administration de la recherche industrielle (EIRMA): M. Kindermann. Association européenne de constructeurs de

* La liste contenant les titres et qualités des participants peut être obtenue du Bureau international.

calculateurs électroniques (ECMA): L. Perry. Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (AIPPI): W. E. Schnyler, Jr.; G. D. Koller. Association littéraire et artistique internationale (ALAI): J. Lecca. Chambre de commerce internationale (CCI): L. Perry. Chartered Institute of Patent Agents (CIPA): G. H. R. Watson. Comité des instituts nationaux d'agents de brevets (CNIPA): J. U. Neukom; J. E. Galama; D. W. F. Verkade. Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC): A. Hirs. Conseil des fédérations industrielles d'Europe (CEIF): W. Boekel. Fédération européenne des mandataires de l'industrie en propriété industrielle (FEMPI): R. Gallois; W. White. Fédération internationale de l'automatique (IFAC): M. Cuénod. Fédération internationale des conseils en propriété industrielle (FICPI): J. F. Boissel; J. Lecca. Fédération internationale des sociétés de recherche opérationnelle (IFORS): H. J. Zimmermann. Fédération internationale pour le traitement d'information (IFIP): H. Bloom; M. L. B. Anderson (M^{me}); O. Smoot. International Group of Scientific, Technical and Medical Publishers (STM): U. Günzler. International Law Association (ILA): E. Martin-Achard. Ligue internationale contre la concurrence déloyale (LICCD): E. Martin-Achard. Pacific Industrial Property Association (PIPA): W. L. Keefauver. Union des industries de la Communauté européenne (UNICE): W. Boekel. Union des mandataires agréés européens en brevets (UNION): G. Korsakoff.

II. Gouvernements

Canada: M. Gordon. États-Unis d'Amérique: L. C. Hamilton; H. L. Oler (M^{me}). Japon: K. Takami. Pays-Bas: J. Dekker. Union soviétique: Y. I. Plotnikov.

III. Organisations intergouvernementales

Organisation des Nations Unies (ONU): T. J. King; H. Einhaus; R. G. Basten. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO): D. de San. Bureau intergouvernemental pour l'information (IBI): F. Piera.

IV. Bureau

Président: W. E. Schnyler, Jr. (AIPPI); Secrétaire: L. Baeumer (OMPI).

V. OMPI

A. Bogsch (Directeur général); K. Pfanner (Vice-Directeur général); R. Harben (Conseiller, Chef p.i., Division des relations extérieures); L. Baeumer (Conseiller, Chef de la Section des législations et des accords régionaux, Division de la propriété industrielle); D. Devlin (Assistant juridique, Division de la propriété industrielle); P. Seipel (Consultant).

Programme technico-juridique permanent de l'OMPI

Groupe de travail sur la loi type pour les pays en voie de développement concernant les inventions et le savoir-faire (« know-how »)

Deuxième session
(Genève, 26 au 30 mai 1975)

Note*

Dans le cadre du Programme technico-juridique permanent de l'OMPI pour l'acquisition par les pays en voie de développement des techniques en rapport avec la propriété

* La présente note a été préparée par le Bureau international.

industrielle, le Groupe de travail sur la loi type pour les pays en voie de développement concernant les inventions et le savoir-faire (« know-how ») a tenu sa deuxième session à Genève, du 26 au 30 mai 1975.

Lors de sa première session en novembre 1974¹, le Groupe de travail avait examiné et discuté des projets, préparés par le Bureau international, de dispositions types sur les licences contractuelles, le savoir-faire, le contrôle par l'Etat de certains contrats et le brevet de transfert de techniques, ces dispositions types étant destinées à remplacer ou à compléter celles de la loi type pour les pays en voie de développement concernant les inventions et le know-how, publiée par les BIRPI en 1965.

Pour sa deuxième session, le Groupe de travail était formé de 20 experts désignés par les gouvernements de leurs pays mais agissant à titre personnel, et du Président du Comité permanent de l'OMPI pour l'acquisition par les pays en voie de développement des techniques en rapport avec la propriété industrielle, M. J. M. Rodríguez Padilla (Cuba), conformément à une recommandation adoptée par le Comité permanent lors de sa deuxième session (Genève, 17 au 21 mars 1975)². Trois organisations des Nations Unies et dix organisations internationales non gouvernementales étaient représentées par des observateurs. Les travaux du Groupe de travail ont été présidés par M. J. Alvarez Soberanis (Mexique). La liste des participants suit la présente note.

Le Groupe de travail a examiné et discuté en détail des projets, préparés par le Bureau international, de dispositions types portant essentiellement sur les matières qui font l'objet, dans la loi des BIRPI, des chapitres I (dispositions générales), II (droit à l'obtention du brevet d'invention), IV (droits conférés par le brevet), V (durée du brevet d'invention et taxes) et VIII (licences obligatoires).

Les matières qui n'ont pas encore été traitées lors des première et deuxième sessions du Groupe de travail seront discutées lors de la troisième session, qui aura lieu en novembre 1975. D'autres sessions sont prévues pour 1976.

Liste des participants*

I. Experts

G. Albrechtskirchinger (République fédérale d'Allemagne); J. Alvarez Soberanis (Mexique); A. G. de Alencar (Brésil); A. R. B. Amerasinghe (Sri Lanka); A. M. Bolbol (Egypte); H. Bouhalila (Algérie); G. R. Clark (États-Unis d'Amérique); J. Delicado Montero-Rios (Espagne); D. Ehongue Sone (Cameroun); E. A. Esteban (Argentine); E. Fischer (Allemagne [République fédérale d']); M. Gabay (Israël); D. Januszkiewicz (M^{me}) (Pologne); J. N. King'Arui (Kenya); L. Lebedeva (M^{me}) (Union soviétique); D. O. Lewis (Royaume-Uni); Y. Plasseraud (France); J. M. Rodriguez Padilla (Cuba); S. Sumodiredjo (Indonésie); Z. Szilvassy (Hongrie); Tshinkela M. N. (Zaïre).

II. Personnes accompagnant les experts

Elehe L. (Zaïre); A. C. Ortega Lechuga (Espagne); G. Pusztai (Hongrie); A. Zaïtsev (Union soviétique).

¹ Voir *La Propriété industrielle*, 1975, p. 49.

² Voir *La Propriété industrielle*, 1975, p. 140.

* La liste contenant les titres et qualités des participants peut être obtenue du Bureau international.

III. Observateurs

Organisations intergouvernementales

Organisation des Nations Unies (ONU): H. Einhaus. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED): S. Patel; P. Roffe. Bureau international du travail (BIT): R. Cuvillier (M^{me}).

Organisations internationales non gouvernementales

Association interaméricaine de la propriété industrielle (ASIPI): E. Aracama Zorraquin. Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (AIPPI): H. Wichmann. Chambre de commerce internationale (CCI): G. Gansser. Conseil des fédérations industrielles d'Europe (CEIF): G. Gansser. Fédération européenne des mandataires de l'industrie en propriété industrielle (FEMIPI): B. de Passemar. Fédération internationale des associations des inventeurs (IFIA): H. Romanus. Inter-Amer-

ican Bar Association (IABA): A. Ladrón de Guevara. Licensing Executives Society (LES): F. Gevers. Pacific Industrial Property Association (PIPA): B. J. Kish. Union des industries de la Communauté européenne (UNICE): G. Gansser.

IV. OMPI

A. Bogsch (*Directeur général*); K. Pfanner (*Vice-Directeur général*); R. Harhen (*Conseiller, Chef p. i., Division des relations extérieures*); L. Baeumer (*Conseiller, Chef de la Section des législations et des accords régionaux, Division de la propriété industrielle*); M. Porzio (*Conseiller, Division des relations extérieures*); F. Curchod (*Assistant juridique, Section générale et des périodiques, Division de la propriété industrielle*).

V. Président

J. Alvarez Soheranis (Mexique).

LÉGISLATION

POLOGNE

Arrêté du Président de l'Office des brevets concernant la protection des inventions et des modèles d'utilité (du 21 décembre 1972)

	Articles
Chapitre 1 — Dispositions générales	1 et 2
Chapitre 2 — Dépôt de la demande de brevet	3 à 10
Chapitre 3 — Unité de l'invention (la demande ne doit concerner qu'une seule invention)	11
Chapitre 4 — Priorité	12 et 13
Chapitre 5 — Dépôt de la demande de protection de modèle d'utilité	14
Chapitre 6 — Examen de la demande de brevet	15 à 34
Chapitre 7 — Examen de la demande de protection de modèle d'utilité	35 et 36
Chapitre 8 — Octroi et restauration de la protection	37 à 42
Chapitre 9 — Registres	43 à 51
Chapitre 10 — Renseignements concernant le dépôt de la demande et accès aux documents de la demande	52 à 54
Chapitre 11 — Dispositions transitoires et finales	55 à 58

Chapitre 1^{er}

Dispositions générales

1. — On entend, au sens du présent Arrêté:

i) par Loi, la Loi du 19 octobre 1972 sur l'activité inventive¹; les articles auxquels se réfère le présent Arrêté sans plus de précision concernent les articles de cette Loi;

ii) par Ordonnance, l'Ordonnance du Conseil des Ministres du 11 décembre 1972 concernant les propositions d'invention²;

iii) par Office, l'Office des brevets de la République populaire de Pologne;

iv) par déposant, la personne qui, en son nom propre, a déposé à l'Office une demande de brevet ou de protection de modèle d'utilité;

v) par dépôt d'une demande additionnelle, le dépôt d'une demande de brevet ou de protection de modèle d'utilité contenant une pétition en délivrance d'un brevet d'addition ou d'un certificat de protection d'addition de modèle d'utilité;

vi) par brevet, sauf stipulation contraire, le brevet, le brevet d'addition, le brevet provisoire et le brevet provisoire d'addition;

vii) par antériorité, l'antériorité pour l'obtention d'un brevet ou d'un certificat de protection de modèle d'utilité;

viii) par priorité, la priorité pour l'obtention d'un brevet ou d'un certificat de protection de modèle d'utilité résultant du dépôt de la demande à l'étranger ou de la présentation de l'invention ou du modèle d'utilité dans une exposition publique, sur le territoire de l'Etat ou à l'étranger, entraînant l'octroi du droit de priorité;

ix) par état de la technique, tout ce qui a été divulgué avant la date d'après laquelle est fixée l'antériorité pour l'obtention du brevet ou du certificat de protection de modèle d'utilité;

x) par Convention de Paris, la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883, par laquelle est liée la République populaire de Pologne.

2. — Dans les procédures devant l'Office, la langue officielle est la langue polonaise.

¹ La Propriété industrielle, 1973, p. 300.

² La Propriété industrielle, 1975, p. 203.

Chapitre 2

Dépôt de la demande de brevet

3. — 1) Le dépôt de la demande de brevet comporte:

- i) une requête;
- ii) une description de l'invention;
- iii) des revendications;
- iv) des dessins, s'ils sont nécessaires pour la compréhension de l'invention.

2) Le dépôt de la demande de brevet doit comporter également:

- i) un abrégé de la description;
- ii) une déclaration de l'inventeur (les déclarations des inventeurs) contenant les données déterminées à l'art. 1 de l'Annexe à l'Ordonnance;
- iii) un certificat de priorité, si le déposant demande le bénéfice d'une priorité, se composant des documents énumérés à l'art. 2 de l'Annexe à l'Ordonnance;
- iv) une déclaration du déposant indiquant quelles dates de priorité il se réserve pour chacune des revendications contenues dans le dépôt de la demande (déclaration relative aux dates de priorité), si le déposant jouit de la priorité déterminée d'après plus d'une date, établie conformément aux exigences prévues à l'art. 3 de l'Annexe à l'Ordonnance;
- v) un document certifiant le titre du déposant à bénéficier de la priorité, si le certificat de priorité n'est pas établi au nom du déposant, contenant les données déterminées à l'art. 4 de l'Annexe à l'Ordonnance;
- vi) un document certifiant le transfert du droit au brevet, si le déposant n'est pas l'auteur de l'invention ou l'ayant droit au brevet en vertu de la Loi, contenant les données déterminées à l'art. 5 de l'Annexe à l'Ordonnance;
- vii) les pleins pouvoirs, si le déposant agit par l'intermédiaire d'un mandataire, contenant les données déterminées à l'art. 6 de l'Annexe à l'Ordonnance.

3) Les documents mentionnés à l'al. 2), ch. iii) à v), peuvent être également déposés ultérieurement, au cours d'une période de quatre mois à dater du dépôt de la demande à l'Office. Le fait de ne pas déposer l'un quelconque de ces documents dans le délai prévu est considéré comme retrait de la déclaration de priorité.

4. — 1) La requête doit comporter:

- i) le prénom et le nom ou la désignation, et l'adresse du déposant;
- ii) la pétition en délivrance de brevet provisoire ou de brevet;
- iii) le titre de l'invention;
- iv) le prénom et le nom ainsi que l'adresse de l'inventeur, si le déposant n'est pas l'auteur de l'invention;
- v) l'indication du bien-fondé du droit au brevet, si le déposant n'est pas l'auteur de l'invention;
- vi) la liste des documents joints;
- vii) la signature du déposant ou de son mandataire, si le déposant agit par mandataire, avec le prénom et le nom ou la désignation ainsi que l'adresse du mandataire.

2) La requête doit comporter également:

- i) une pétition en délivrance de brevet d'addition, si le

déposant sollicite la délivrance d'un tel brevet; dans ce cas, la pétition doit indiquer également le numéro du brevet principal ou le numéro du dépôt;

ii) une déclaration du déposant mentionnant qu'il désire bénéficier de la priorité, si le déposant sollicite l'octroi d'une telle priorité, indiquant la date et le pays du dépôt de la demande effectué à l'étranger, ainsi que, dans la mesure du possible, le numéro du dépôt de la demande ou la désignation, le lieu et le pays de l'exposition ainsi que la date de la présentation de l'invention dans une exposition;

iii) le prénom et le nom ou la désignation ainsi que l'adresse d'un représentant commun autorisé à la réception des écrits, s'il y a plusieurs déposants et s'ils n'agissent pas par un mandataire commun.

5. — 1) La description de l'invention (ci-après « description ») doit présenter l'invention d'une façon suffisamment claire et détaillée pour qu'une personne du métier puisse réaliser cette invention.

2) La description doit:

- i) porter, au commencement, le titre de l'invention;
- ii) indiquer le domaine de la technique concerné par ladite invention;
- iii) présenter l'état de la technique connu du déposant, utile pour la compréhension de l'invention et notamment de sa nouveauté et de la non-évidence; pour les recherches dans l'état de la technique ayant rapport avec l'invention, et pour l'examen de l'invention déposée, il est recommandé de citer également, dans cette partie de la description, les données bibliographiques des publications relatives à l'état de la technique;
- iv) révéler l'essence de l'invention, conformément aux revendications, de telle façon que le problème, même s'il n'est pas clairement formulé en tant que tel, et sa solution technique soient compréhensibles; présenter également les effets avantageux de l'invention par rapport à l'état de la technique connu jusqu'à présent, si l'invention cause de tels effets;
- v) expliquer de manière concise ce que représentent les figures faisant partie des dessins, si le dépôt de la demande contient des dessins;

vi) présenter au moins une variante de la réalisation de l'invention sous la forme d'un exemple ou d'exemples, et se référer aux dessins, si le dépôt d'une demande de brevet contient des dessins;

vii) indiquer expressément la façon dont l'invention peut être appliquée, si cela ne résulte pas clairement d'autres parties de la description ou du caractère de l'invention.

3) L'al. 2) est applicable par analogie à la description dans le dépôt de la demande additionnelle; toutefois, une partie de la description déterminée à l'al. 2), ch. iii), doit présenter l'invention qui est l'objet du brevet principal, même si cette invention n'appartient pas à l'état de la technique, et doit indiquer le numéro du brevet principal.

4) Il est recommandé que chacune des parties de la description énumérées à l'al. 2), ch. ii) à vii), soit munie d'un sous-titre approprié.

6. — 1) Les revendications du brevet (ci-après « revendications ») doivent déterminer l'invention brevetée par l'indication de ses caractéristiques techniques. Les revendications ne doivent pas mentionner les caractéristiques dont cette invention est dépourvue. Elles ne doivent pas contenir des expressions ayant un caractère d'appréciation de l'invention ou d'appréciation de ses caractéristiques particulières.

2) Chaque revendication doit être rédigée en une phrase, formulée d'une façon claire et concise.

3) Les revendications doivent être justifiées dans leur totalité par la description.

4) Le nombre des revendications doit correspondre au caractère de l'invention brevetée. S'il y a plus d'une revendication, elles doivent être numérotées dans l'ordre, en chiffres arabes.

5) La revendication indépendante doit comporter :

i) une partie non caractérisante indiquant l'ensemble des caractéristiques techniques de l'invention brevetable, ensemble de caractéristiques indispensables pour la détermination de l'objet pour lequel la protection est demandée mais qui, dans leur totalité, appartiennent à l'état de la technique; cette partie de la revendication doit commencer par le titre de l'invention ou par la partie du titre de l'invention qui concerne l'invention couverte par une revendication donnée et, dans des cas justifiés, peut se limiter seulement au titre de l'invention ou à sa partie respective;

ii) une partie caractérisante indiquant d'une façon concise les caractéristiques techniques (caractéristiques significatives) de l'invention brevetable, qui doivent la distinguer parmi d'autres solutions techniques comportant l'ensemble des caractéristiques déterminées dans la partie non caractérisante.

6) L'al. 5) est applicable par analogie à la revendication indépendante dans le dépôt d'une demande additionnelle; toutefois, la partie non caractérisante de la revendication indépendante doit indiquer l'ensemble des caractéristiques techniques indispensables pour déterminer l'objet pour lequel la protection est demandée, qui est en même temps l'ensemble des caractéristiques techniques de l'invention protégée par le brevet principal, même dans le cas où cette invention n'appartient pas à l'état de la technique; elle doit indiquer le numéro du brevet principal, précédé des mots « d'après le brevet N° ... ».

7a) La revendication dépendante peut comprendre également les caractéristiques techniques indiquées dans l'autre ou dans les autres revendications du même dépôt de la demande, et non indiquées dans cette revendication dépendante. Une telle revendication doit comporter :

i) une courte désignation de l'objet brevetable constituant le titre abrégé de l'invention ou une partie abrégée appropriée du titre de l'invention, indiquée au commencement de cette revendication;

ii) une référence à la revendication ou aux revendications de laquelle ou desquelles elle dépend; cette référence doit indiquer le numéro de la revendication ou les numéros des revendications à laquelle ou auxquelles elle se réfère;

iii) une partie caractérisante précédée des mots « caractérisé par le fait que ... », indiquant les caractéristiques revendiquées en supplément par une revendication dépendante donnée.

b) La revendication dont il est question au sous-al. a) ne peut dépendre qu'alternativement de deux ou d'un nombre plus grand d'autres revendications (revendication dépendante multiple). Dans ce cas, la partie de la revendication dépendante dont il est question au sous-al. a), ch. ii), doit contenir, entre les numéros des revendications, le mot « ou ». Il ne peut pas être fait référence à la revendication dépendante multiple, dans une autre revendication dépendante multiple.

c) La dépendance d'une revendication par rapport à une autre revendication signifie que la revendication dépendante comprend, à côté de ses propres caractéristiques significatives, toutes les caractéristiques de l'objet brevetable indiquées dans la revendication de laquelle elle dépend.

d) La dépendance d'une revendication de plus d'une revendication signifie que la revendication dépendante comprend, à côté de ses propres caractéristiques significatives, toutes les caractéristiques de l'objet brevetable indiquées dans la revendication de laquelle elle dépend et par rapport à laquelle elle est examinée. La revendication dépendante multiple doit être examinée séparément, par rapport à chaque revendication de laquelle elle dépend.

8a) Les revendications ne doivent pas contenir, sauf si nécessaire, de formules renvoyant à la description ou aux dessins. En particulier, elles ne doivent pas contenir des expressions telles que « ainsi que décrit dans la partie ... de la description » ou « ainsi que présenté sur la figure ... faisant partie du dessin ».

b) Si le dépôt contient un dessin, les revendications doivent contenir, après l'indication des caractéristiques significatives particulières, les désignations renvoyant à des fragments particuliers du dessin, correspondant à ces caractéristiques. Ces désignations doivent être placées entre parenthèses et être soulignées. Si l'insertion de ces désignations dans les revendications ne contribue pas nettement à une meilleure compréhension des revendications, il ne faut pas insérer lesdites désignations.

9) Si le déposant sollicite l'octroi de priorités déterminées d'après plus d'une date (art. 12.4) à 6) du présent Arrêté), la teneur des revendications et, si le dépôt de la demande contient des revendications dépendantes, également la disposition de leurs dépendances, doivent être telles que, conformément aux al. 1) à 7), à chacune de ces revendications corresponde une seule date de priorité.

7. — 1) Les dessins doivent reproduire l'objet de l'invention de façon schématique.

2) Si le caractère de l'invention permet de l'illustrer à l'aide de dessins et si ces derniers ne sont pas indispensables pour la compréhension de l'invention :

i) le déposant peut incorporer les dessins dans le dépôt de la demande;

ii) l'Office peut exiger que le déposant fournisse les dessins dans un délai déterminé.

3) Sous réserve des dispositions de l'art. 8.2)ii), 3), 5) et 6) du présent Arrêté, les formules chimiques structurales sont considérées comme des dessins; chaque fois où, dans les dispositions ultérieures, il est question de figures, il faut entendre également les formules chimiques structurales particulières.

8. — 1) L'abrégé de la description (ci-après « abrégé ») sert exclusivement d'information, en tant que moyen auxiliaire, dans les recherches concernant l'état de la technique et, en particulier, est destiné à donner aux personnes intéressées une idée générale leur permettant de décider s'il est nécessaire de prendre connaissance de la description, des revendications et dessins de la demande et, après la délivrance du brevet, de la description du brevet.

2) L'abrégé doit comporter:

i) le résumé des informations les plus importantes contenues dans la description, les revendications et les dessins; ce résumé doit indiquer le domaine de la technique auquel appartient l'invention et présenter clairement le problème, l'essentiel de sa solution technique qui constitue l'invention, ainsi que l'application principale ou les applications principales de l'invention;

ii) si le caractère de l'invention l'exige, la formule chimique qui, parmi toutes les formules contenues dans le dépôt de la demande, caractérise le mieux l'invention; si c'est une formule structurale, elle doit être dessinée sur une feuille séparée jointe à l'abrégé. Il est admis, dans des cas justifiés, d'insérer dans l'abrégé plus d'une formule structurale.

3) L'abrégé doit indiquer le numéro de la figure faisant partie du dessin qui, parmi les figures se trouvant dans la demande, illustre le mieux l'invention. Il est admis, dans des cas justifiés, d'indiquer plus d'une figure faisant partie du dessin.

4) L'abrégé doit être concis. Il est recommandé qu'il ne contienne pas plus de 120 mots. L'abrégé ne peut contenir ni des constatations relatives aux avantages et à la valeur de l'invention, ni des informations et prévisions quant à l'application de l'invention dans un lieu et un temps déterminés, ou par des personnes déterminées.

5) Après chacune des principales caractéristiques techniques de l'invention énumérées dans l'abrégé et illustrées à l'aide d'une figure déterminée du dessin, doivent être placées, entre parenthèses, des désignations renvoyant à cette figure. Ces désignations peuvent être modifiées par l'Office, ou radiées lorsqu'il s'agit de l'un des cas mentionnés à l'al. 6).

6) Si le déposant n'a pas rempli les obligations dont il est question à l'al. 3), ou si l'Office considère qu'une autre figure ou que d'autres figures parmi celles faisant partie des dessins de la demande caractérisent l'invention mieux que la figure ou les figures indiquées par le déposant, ou encore si l'Office considère que le déposant a indiqué des figures en surnombre, l'Office peut alors choisir la figure ou les figures qui seront publiées ou — si le caractère de l'invention le justifie — publier l'abrégé sans dessin. La présente disposition ne concerne pas les formules chimiques structurales.

9. — La terminologie et les désignations doivent être uniformes dans toute la demande, et conformes aux dispositions obligatoires dans ce domaine ainsi qu'à la pratique universellement admise.

10. — 1) Toutes les parties de la demande doivent être présentées en un exemplaire, à l'exception de l'abrégé qui doit être déposé en deux exemplaires, et de la description, des revendications et dessins, qui doivent être déposés en trois exemplaires.

2) La description, les revendications, l'abrégé et les dessins doivent être signés par le déposant ou par son mandataire. Dans le cas où le déposant est une unité de l'économie socialisée, il est recommandé que ces documents soient signés également par un agent de brevet, s'il ne procède pas en qualité de mandataire.

3) Toutes les parties de la demande doivent correspondre aux exigences formelles déterminées à l'art. 8 de l'Annexe à l'Ordonnance.

Chapitre 3 Unité de l'invention

11. — 1) La demande ne doit concerner qu'une seule invention.

2) Toutefois, il est admis que la demande concerne plus d'une invention, à condition que les inventions soient visiblement liées dans ladite demande par une idée inventive évidente et commune. En particulier, il est admis dans la demande l'une des possibilités suivantes:

i) l'inclusion dans la demande, à côté de la revendication indépendante concernant le produit, d'une revendication indépendante concernant la méthode spécialement adaptée à la production de ce produit;

ii) l'inclusion dans la demande, à côté de la revendication indépendante concernant une méthode, d'une revendication indépendante concernant une installation ou un autre moyen technique destiné à l'application de cette méthode.

3) Il est admis, en observation des dispositions des al. 1) et 2), d'insérer dans la demande deux revendications indépendantes ou davantage, de la même catégorie, telles que produit, méthode ou installation, qui ne peuvent pas être facilement contenues dans une revendication commune.

4) Il est admis, en observation des dispositions des al. 1) et 2), d'insérer dans la demande des revendications dépendantes qui réservent des aspects particuliers de l'invention brevetée dans la revendication indépendante, même s'il est possible de considérer que les caractéristiques indiquées dans la revendication dépendante constituent elles-mêmes l'invention.

Chapitre 4 Priorité

12. — 1) La priorité de la demande effectuée à l'étranger résulte du premier dépôt de la demande de brevet ou enregistrement du modèle d'utilité effectué régulièrement dans un pays partie à la Convention de Paris. La priorité englobe

également les caractéristiques nettement révélées dans une telle demande de brevet d'invention, qui ne sont pas mentionnées dans ses revendications.

2) La demande effectuée régulièrement au sens de l'al. 1) est une demande effectuée d'une façon permettant au moins la constatation de la date de son dépôt. Le sort ultérieur de cette demande déposée dans un pays donné n'a aucune influence sur la priorité résultant de cette demande.

3) Si, dans un même pays (al. 1)), outre la première demande, a été déposée une demande ultérieure concernant le même objet, la demande ultérieure est considérée comme première demande au sens de l'al. 1) si la demande antérieure était, au moment du dépôt de la demande ultérieure, retirée, abandonnée ou refusée, sans que l'objet de la demande ait été révélé au public et ait laissé subsister un droit quelconque, et sans que cet objet ait servi de base pour revendiquer la priorité. La demande antérieure ne peut plus alors servir de base pour revendiquer la priorité.

4) Il est permis de réserver, dans la demande de brevet déposée à l'Office, la priorité résultant de deux premières demandes ou plus, déposées à l'étranger (priorité multiple).

5) Il est permis de réserver, dans la demande de brevet déposée à l'Office, la priorité résultant de la première demande déposée à l'étranger concernant certaines parties seulement de l'objet de la demande déposée à l'Office (priorité partielle). Dans ce cas, la priorité pour les autres parties de l'objet de la demande déposée est déterminée d'après la date du dépôt de la demande à l'Office.

6) Il est permis de réserver simultanément, dans la demande de brevet déposée à l'Office, la priorité multiple et la priorité partielle.

13. — Il est permis de réserver, dans la demande déposée à l'Office, la priorité résultant de la présentation d'une invention ou d'un modèle d'utilité dans une exposition publique organisée en Pologne et déterminée dans l'Ordonnance du Président de l'Office (art. 24.2)), ou dans une exposition internationale de caractère officiel organisée sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de Paris.

Chapitre 5

Dépôt de la demande de protection de modèle d'utilité

14. — 1) Les dispositions des art. 3 à 10 du présent Arrêté, sous réserve des dispositions des al. 2) à 4) ci-après, sont applicables par analogie à la demande de protection de modèle d'utilité.

2) Dans la description du modèle d'utilité, au lieu de présenter la variante de la réalisation sous forme d'exemple, il convient d'insérer une description détaillée du modèle d'utilité déposé.

3) La demande de protection de modèle d'utilité doit contenir le dessin ou les dessins du modèle d'utilité.

4) La demande de protection de modèle d'utilité ne peut concerner qu'un seul modèle d'utilité.

Chapitre 6

Examen de la demande de brevet

15. — 1) Au cours de la procédure, l'Office assigne au déposant des délais qui ne peuvent dépasser:

i) deux mois, si le déposant a son domicile ou son siège en Pologne;

ii) trois mois, si le déposant a son domicile ou son siège dans un pays européen;

iii) quatre mois, si le déposant a son domicile ou son siège dans un pays non européen.

2) Si le déposant présente, avant l'expiration du délai déterminé, une requête justifiée à cet effet, l'Office peut prolonger ce délai, une seule fois, de deux mois au plus.

16. — 1) L'Office envoie tous les écrits à l'adresse indiquée par le déposant.

2) Si le déposant agit par mandataire, l'Office envoie les écrits à l'adresse du mandataire.

3) Dans le cas où il y a plusieurs déposants qui n'agissent pas par un mandataire commun, l'Office envoie les écrits à l'adresse d'un représentant commun, autorisé à la réception desdits écrits. Dans le cas où un représentant commun n'est pas désigné, est considéré comme tel le premier déposant énuméré dans la requête. La remise d'un écrit au représentant commun a le même effet juridique que la remise de cet écrit à tous les déposants.

4) Les personnes énumérées aux al. 1) à 3) doivent signaler à l'Office chaque modification de leur adresse. En cas d'inobservation de cette obligation, la remise de l'écrit à l'adresse précédente produit effet de droit.

17. — 1) Après réception de la demande de brevet, l'Office constate la date du dépôt de la demande, lui donne un numéro d'ordre et les communique au déposant.

2) La demande est considérée comme effectuée au moment où elle a été déposée à l'Office ou envoyée par la poste polonaise à l'adresse de l'Office.

3) Si la demande a été envoyée par la poste polonaise et s'il n'est pas possible de déterminer la date de l'envoi, est considérée comme date de dépôt la date de réception de la demande de brevet par l'Office.

18. — 1) Sur requête du déposant, l'Office délivre, afin de revendiquer la priorité à l'étranger, un certificat du dépôt de la demande de brevet à l'Office (certificat de priorité).

2) L'Office délivre le certificat de priorité si la demande, au moment du dépôt, contenait une requête et au moins l'un des documents énumérés à l'art. 3.1)ii) à iv) du présent Arrêté.

3) Le certificat de priorité se compose de l'attestation de l'Office contenant le prénom et le nom ou la désignation du déposant, le titre de l'invention, la date et le numéro du dépôt de la demande de brevet, ainsi que des copies des documents énumérés à l'art. 3.1)ii) à iv) du présent Arrêté qui

ont été joints à la requête par le déposant au moment du dépôt de la demande. L'Office certifie la conformité de ces copies avec l'original.

19. — Au cours de l'examen préliminaire, l'Office vérifie, dans les limites prévues à l'art. 33.1), si le dépôt de la demande de brevet remplit les conditions légales exigées pour l'obtention du brevet. Les art. 30.2), 3)i), ii), iv) et v), 4) et 5) et 31.i) à iv) et vi) du présent Arrêté sont applicables par analogie.

20. — 1) Si l'Office constate que l'une des conditions requises pour le dépôt de la demande de brevet, déterminées à l'art. 3.1)i) à iv) du présent Arrêté, n'a pas été remplie, il prend une décision relative au rejet de la demande. Dans ce cas, la taxe payée au moment du dépôt de la demande est remboursée. Toutefois, si tous les documents manquants ont été déposés avant la prise d'une telle décision, l'Office prend une mesure ayant valeur décisive qui consiste à reconnaître la date du dépôt du dernier des documents manquants comme date du dépôt de la demande de brevet d'invention. Des réclamations peuvent être présentées contre cette mesure ayant valeur décisive.

2) Si l'Office constate qu'il manque l'abrégé, il invite le déposant à corriger ce défaut dans le délai qu'il fixe. Si l'abrégé ne lui est pas envoyé dans le délai fixé, l'Office prépare l'abrégé aux frais du déposant, en percevant une taxe.

3) Si l'Office constate que la taxe de dépôt de la demande n'a pas été payée, il invite le déposant à corriger ce défaut dans le délai d'un mois. Au cours de ce même délai, le déposant peut présenter une pétition en exonération de la taxe, en totalité ou en partie. Si cette taxe n'est pas payée ou si une pétition en exonération de la taxe n'est pas présentée, la demande de brevet est considérée comme retirée et la procédure est abandonnée.

21. — 1) Si l'Office constate que la déclaration de l'inventeur (art. 3.2)ii) du présent Arrêté) manque, il communique ce fait au déposant et à l'inventeur, en fixant à ce dernier un délai pour l'envoi de cette déclaration. Si ce document n'est pas envoyé dans le délai fixé, l'inventeur est considéré renoncer au droit au certificat d'auteur et à la mention de son nom dans les descriptions, registres et autres documents et publications que l'Office fait paraître.

2) Si le déposant est un ressortissant étranger ou une personne juridique étrangère, l'al. 1) s'applique si le déposant ou l'inventeur a présenté une pétition en délivrance d'un certificat d'auteur. Une telle pétition peut être déposée avant qu'une décision soit prise au sujet de la délivrance du brevet. Si une telle pétition n'est pas déposée et en cas d'absence de la déclaration de l'inventeur (art. 3.2)ii) du présent Arrêté), l'inventeur est considéré renoncer au droit d'être mentionné dans les descriptions, registres et autres documents et publications que l'Office fait paraître.

3) Si l'Office constate que les documents mentionnés à l'art. 3.2)iii) à v) du présent Arrêté n'ont pas été déposés dans un délai de quatre mois à compter de la date de dépôt

de la demande de brevet d'invention, il considère la déclaration de priorité comme retirée et prend, en l'espèce, une mesure ayant valeur décisive. Des réclamations peuvent être présentées contre cette mesure ayant valeur décisive.

4) Si l'Office constate que le document de transfert du droit au brevet manque, il communique ce fait au déposant en lui fixant un délai pour l'envoi de ce document. Si le déposant n'envoie pas ce document dans le délai fixé, la demande est considérée comme retirée et la procédure est abandonnée.

5) Si l'Office constate que les pleins pouvoirs manquent, dans les cas où la demande de brevet a été déposée par l'entremise d'un mandataire, il communique ce fait à la personne qui se présente comme le mandataire du déposant, en lui fixant un délai pour l'envoi des pleins pouvoirs. Si cette personne n'envoie pas les pleins pouvoirs dans le délai fixé, la demande est considérée comme retirée et la procédure est abandonnée.

22. — 1) Si l'Office constate que le dépôt de la demande de brevet porte atteinte aux dispositions relatives à l'unité de l'invention, il fixe au déposant un délai pour déposer des demandes séparées de brevets d'invention contenues dans la première demande, ainsi que pour le paiement des taxes. Des réclamations peuvent être présentées contre cette mesure ayant valeur décisive. La taxe déjà versée pour la première demande est considérée comme taxe de dépôt de la demande de brevet pour l'invention définie en premier lieu dans les revendications.

2) Si le déposant ne présente pas, dans le délai fixé, des demandes séparées de brevets, ou ne verse pas les taxes dues à ce titre, il est considéré que la demande concerne l'invention définie en premier lieu dans les revendications. Dans ce cas, la partie de la demande concernant les autres inventions est considérée comme retirée et la procédure est abandonnée.

3) Le déposant peut, sans invitation de l'Office, déposer des demandes séparées de brevets contenues dans la première demande, en versant en même temps les taxes pour ces demandes.

4) Dans le cas visé à l'al. 3), les demandes ultérieures sont considérées comme déposées à la date du dépôt de la première demande si elles ont été présentées avant la publication de la première demande. Toutefois, l'Office accorde aux demandes séparées la date du premier dépôt de la demande, malgré le fait qu'elles ont été déposées après la publication, si la première demande porte atteinte aux dispositions concernant l'unité de l'invention. Des réclamations peuvent être présentées contre la mesure ayant valeur décisive qui refuse l'octroi de la date du dépôt de la première demande.

23. — 1) L'Office peut exiger du déposant qu'il fournisse des modèles ou échantillons dans le délai fixé, s'il considère qu'ils facilitent réellement la compréhension de l'invention. Des réclamations peuvent être présentées contre cette mesure ayant valeur décisive.

2) Si le déposant n'envoie pas les modèles et échantillons dans le délai fixé, la demande est considérée comme retirée et la procédure est abandonnée.

3) Les dimensions des modèles et échantillons ne peuvent pas dépasser 50 cm × 50 cm × 50 cm. Les modèles et échantillons doivent être exécutés de façon durable.

4) Les modèles et échantillons sont détruits après utilisation, à moins que le déposant n'indique au moment de leur envoi qu'il souhaite les récupérer.

24. — 1) Si l'Office constate, au cours de l'examen de la demande, l'existence de lacunes et de défauts essentiels autres que ceux énumérés aux art. 21 et 22 du présent Arrêté, il agit conformément à l'art. 29 du présent Arrêté.

2) La constatation par l'Office de l'existence des lacunes et des défauts dont il est question à l'al. 1) et aux art. 21 et 22 du présent Arrêté ne suspend pas la publication de la demande de brevet.

25. — L'Office, au cours de l'examen préliminaire, prend une décision de refus de délivrance du brevet, s'il constate que:

- i) la demande ne concerne pas une solution de caractère technique; ou que
- ii) l'invention déposée est exclue de la protection; ou que
- iii) l'invention déposée n'est pas applicable; ou que
- iv) l'invention déposée se caractérise par un manque évident de nouveauté.

26. — 1) Si le déposant sollicite un brevet provisoire, l'Office, après avoir effectué l'examen préliminaire, procède à la publication de la demande de brevet immédiatement après l'écoulement de neuf mois à compter de la date du dépôt de la demande de brevet ou de dix-huit mois à compter de la date d'antériorité, ceci en fonction du délai qui expire le plus tôt. Toutefois, le déposant peut demander dans la requête, ou dans la pétition déposée au cours d'une période de six mois à compter de la date du dépôt de la demande de brevet, que ladite demande soit rendue publique plus tôt.

2) Si le déposant sollicite un brevet, l'Office, après avoir effectué l'examen préliminaire, rend publique la demande de brevet immédiatement après l'écoulement de dix-huit mois à compter de la date d'antériorité. Toutefois, le déposant peut demander dans la requête, ou dans la pétition déposée au cours d'une période de douze mois à compter de la date d'antériorité, que ladite demande soit rendue publique plus tôt.

3) L'Office informe le déposant que la demande de brevet d'invention a été rendue publique.

4) L'Office rend publique la demande de brevet d'invention en insérant, dans le « Bulletin de l'Office des brevets », les données suivantes:

- i) la classe et la sous-classe selon les classifications nationale et internationale des brevets;
- ii) le numéro de la demande de brevet d'invention;
- iii) la date du dépôt de la demande de brevet d'invention;
- iv) la date et le pays de la priorité ainsi que le numéro de la demande déposée à l'étranger ou la désignation de l'exposition;

- v) le prénom et le nom ou la désignation du déposant;
- vi) le domicile ou le siège ainsi que le pays du déposant;
- vii) le prénom et le nom de l'inventeur;
- viii) le titre de l'invention;
- ix) l'abrégé de la description avec, le cas échéant, une figure faisant partie du dessin;
- x) le nombre des revendications.

5) Le jour de la publication dans le « Bulletin de l'Office des brevets » des données déterminées à l'al. 4) est considéré comme la date où la demande de brevet est rendue publique.

27. — 1) Sous réserve de l'al. 2), les art. 30.2) à 5), 31 et 32 du présent Arrêté sont applicables par analogie à la procédure observée au cours de l'examen restreint.

2) L'Office procède à l'examen restreint de la demande de brevet d'invention dans l'étendue déterminée à l'art. 34.1).

28. — 1) L'Office peut ordonner l'examen complet de la demande de brevet d'invention soit d'office, soit par suite du dépôt d'une pétition relative à cet examen dans les cas déterminés aux art. 26.3), 35.1), 53.5) et 77.2), ainsi qu'à l'art. 13.3) de l'Ordonnance. Après délivrance du brevet provisoire, il est procédé à l'examen complet sur la base de la description du brevet.

2) Si l'examen complet auquel procède l'Office concerne une demande de brevet d'addition ou une invention qui est l'objet d'un brevet provisoire d'addition, l'Office ordonne, aux frais du déposant, l'examen complet de l'invention objet du brevet principal provisoire ou de la demande de brevet principal provisoire.

29. — L'Office prend des mesures ayant valeur décisive au sujet du refus d'accorder la priorité en totalité ou en partie, s'il constate que:

- i) le déposant n'est pas qualifié pour bénéficier de la priorité; ou que
- ii) la demande déposée à l'étranger, sur laquelle le déposant base sa revendication de priorité, n'est pas une première demande au sens des dispositions de l'art. 12.1) à 3) du présent Arrêté; ou que
- iii) l'exposition au cours de laquelle a eu lieu la présentation constituant la base de la revendication par le déposant de la priorité ne remplit pas les exigences déterminées à l'art. 13 du présent Arrêté; ou que

iv) l'objet pour lequel la demande a été déposée à l'Office, ou la partie respective de cet objet, se distingue de l'objet sur lequel le déposant a droit à la priorité.

Des réclamations peuvent être présentées contre cette mesure ayant valeur décisive.

30. — 1) L'Office vérifie, au cours de l'examen complet, si les conditions légales exigées pour l'obtention du brevet ont été observées. L'art. 22 du présent Arrêté est applicable par analogie.

2) L'Office peut inviter le déposant à se prononcer, dans un délai fixé par lui, au sujet des résultats des recherches dans l'état de la technique, de l'examen de la demande déposée de brevet d'invention, ou autres problèmes qui, à la lumière de

la demande, peuvent faire naître des doutes sur l'observation des conditions légales exigées pour l'obtention du brevet. L'absence de réponse du déposant dans le délai fixé est considérée comme retrait de la demande et la procédure est abandonnée.

3) Après avoir procédé à l'examen:

i) l'Office ne reconnaît pas l'objet de la demande comme une invention s'il constate qu'il ne constitue pas une solution de caractère technique;

ii) l'Office reconnaît que l'invention déposée ne présente pas les caractéristiques de la nouveauté, s'il peut indiquer au déposant le document ou une autre preuve à la lumière de laquelle la solution n'est pas nouvelle au sens de l'art. 11;

iii) l'Office reconnaît l'invention déposée comme une solution évidente si, à la lumière de l'état de la technique révélée dans un ou dans plusieurs documents conjointement, ou à la lumière d'autres preuves qu'il peut indiquer au déposant, ladite solution est évidente pour une personne du métier, dans un domaine donné de la technique;

iv) l'Office reconnaît l'invention déposée comme non susceptible d'être appliquée, si le produit ne peut pas être obtenu d'après l'invention ou bien si la méthode technique ne peut pas être utilisée d'après l'invention;

v) l'Office reconnaît l'invention déposée comme exclue de la protection, s'il constate que, conformément à l'art. 12, elle ne peut pas être brevetée.

4) L'al. 3)i) à v) est applicable par analogie dans le cas où l'absence des conditions légales exigées pour l'obtention du brevet ne concerne qu'une partie de l'étendue quant à l'objet de la protection demandée et déterminée dans les revendications, et où le déposant, bien qu'étant informé par l'Office, n'a pas limité dans le délai fixé l'étendue quant à l'objet de la protection sollicitée.

5) L'Office invite le déposant à présenter, dans un délai fixé par lui, des explications écrites relatives aux objections concernant l'absence des conditions légales exigées pour l'obtention du brevet. Si ces observations ne sont pas présentées dans le délai fixé, la demande est considérée comme retirée et la procédure est abandonnée.

31. — L'Office, après avoir procédé à l'examen complet, prend la décision de refuser la délivrance du brevet, s'il constate que:

i) la demande ne concerne pas une solution de caractère technique; ou que

ii) l'invention déposée est exclue de la protection; ou que

iii) l'invention déposée n'est pas susceptible d'être appliquée; ou que

iv) l'invention déposée n'est pas nouvelle; ou que

v) l'invention déposée résulte de façon évidente pour une personne du métier de l'état de la technique; ou que

vi) le déposant n'a pas droit au brevet; ou que

vii) le brevet a été délivré à un déposant bénéficiant de l'antériorité.

32. — Si l'Office ne constate pas l'absence des conditions légales exigées pour l'obtention du brevet, il prend la décision de délivrer le brevet, à condition que la taxe périodique ou

forfaitaire prévue soit payée, ou sans conditions si le demandeur est exonéré dudit paiement en vertu de l'art. 75.2) de l'Ordonnance.

33. — 1) Si, après avoir procédé à l'examen complet de la demande de brevet provisoire, conformément à l'art. 34.3), l'Office constate l'absence des conditions légales exigées pour l'obtention du brevet (art. 31.i) à vii) du présent Arrêté), il prend la décision de refuser la délivrance du brevet provisoire.

2) Si, après avoir procédé à l'examen complet, effectué dans les cas déterminés aux art. 26.3), 34.3) et 53.5), et à l'art. 13.3) de l'Ordonnance, l'Office constate, une fois délivré le brevet provisoire, l'absence des conditions légales exigées pour l'obtention du brevet, il abroge la décision relative à la délivrance du brevet provisoire.

3) Si, après avoir procédé à l'examen complet effectué dans les cas déterminés aux art. 34.3) et 53.5), ainsi qu'à l'art. 13.3) de l'Ordonnance, l'Office constate, une fois délivré le brevet provisoire, la nécessité de limiter l'étendue de la protection, il abroge la décision relative à la délivrance du brevet provisoire et prend une nouvelle décision relative à cette délivrance.

4) Si, après avoir procédé à l'examen complet effectué dans les cas visés aux art. 34.3) et 53.5), ainsi qu'à l'art. 13.5) de l'Ordonnance, l'Office ne constate pas, une fois délivré le brevet provisoire, l'absence des conditions légales exigées pour l'obtention du brevet, il prend la mesure ayant valeur décisive, relative à la non-constatation de cette absence.

34. — Si, après avoir procédé à l'examen complet effectué dans le cas visé à l'art. 77.2), l'Office constate l'absence des conditions légales exigées pour l'obtention du brevet, il prend une décision de refus de délivrance du brevet et, s'il ne constate pas l'absence de ces conditions, il ordonne l'introduction, dans la description (du droit de protection) pour un modèle d'utilité, des corrections indispensables de caractère formel, et prend ensuite une décision de délivrance du brevet, en abrogeant en même temps la décision relative à l'octroi du droit de protection pour le modèle d'utilité. L'art. 32 du présent Arrêté est applicable par analogie.

Chapitre 7

Examen de la demande de protection de modèle d'utilité

35. — Les art. 15 à 28 — à l'exception de l'art. 26.2) — du présent Arrêté sont applicables par analogie à l'examen de la demande de protection de modèle d'utilité.

36. — Si le breveté a déposé la pétition dont il est question à l'art. 77.1), l'Office vérifie si l'invention brevetée présente également le caractère d'un modèle d'utilité; après quoi, il ordonne l'introduction dans la description de brevet des corrections indispensables de caractère formel, et prend une décision d'octroi du droit de protection de modèle d'utilité, en abrogeant en même temps la décision relative à la délivrance du brevet.

Chapitre 8

Octroi et restauration de la protection

37. — Après avoir vérifié que la taxe prévue, périodique ou forfaitaire, a été payée dans le délai assigné, ou que le breveté est exonéré du paiement de cette taxe, l'Office procède à l'inscription au registre des brevets d'une mention relative à la délivrance du brevet, et publie la description du brevet.

38. — 1) L'Office invite le déposant ou le breveté à payer dans le délai assigné la taxe de publication de la description du brevet. Après le paiement de cette taxe, l'Office remet au breveté le titre de brevet.

2) Toutefois, l'Office ne remet pas le titre de brevet si le déposant n'a pas payé la taxe pour la préparation de l'abrégé de remplacement.

39. — Sous réserve de l'art. 14.3) et à l'exception des cas visés à l'art. 21.1) du présent Arrêté, et également à l'exception du cas où le créateur a renoncé au droit au certificat d'auteur, l'Office remet au créateur, en même temps que le titre de brevet, le certificat d'auteur.

40. — Les art. 37 à 39 du présent Arrêté sont applicables par analogie à l'octroi du droit de protection de modèle d'utilité.

41. — L'Office prend une décision de restauration du délai de paiement de la taxe périodique due au titre de la protection de l'invention ou du modèle d'utilité, ainsi qu'une décision de restauration de la protection de l'invention ou du modèle d'utilité, après l'écoulement de deux mois à compter de la date de la publication dans le bulletin de l'Office d'une mention relative à la pétition en restauration de ce délai, s'il a reconnu que l'auteur de la pétition a prouvé qu'il n'a pu, sans faute de sa part, observer le délai pour le paiement de cette taxe.

42. — L'Office procède à l'inscription au registre des brevets d'une mention relative à la restauration du délai dont il est question à l'art. 38 du présent Arrêté, à la restauration de la protection de l'invention ou du modèle d'utilité, ou au refus de la restauration dudit délai, et publie une mention y relative dans son bulletin.

Chapitre 9

Registres

43. — L'Office tient un registre des brevets et un registre des droits de protection de modèles d'utilité, dans lesquels sont effectuées les inscriptions prévues par la loi.

44. — Le registre des brevets tenu par l'Office se compose d'une partie non secrète et d'une partie secrète. Dans la partie non secrète du registre des brevets, sont effectuées les inscriptions concernant les brevets d'inventions non secrètes; dans la partie secrète, les inscriptions concernant les inventions secrètes.

45. — 1) L'inscription au registre des brevets est effectuée en vertu d'une mesure ayant valeur décisive, relative à l'inscription dans le registre des brevets.

2) L'Office vérifie si les documents déposés, qui doivent justifier la prise d'une mesure ayant valeur décisive relative à l'inscription au registre des brevets, correspondent aux dispositions en vigueur.

3) Le brevet dont la délivrance est enregistrée dans le registre des brevets obtient le numéro d'ordre du registre.

4) En procédant à l'inscription au registre des brevets, il convient d'indiquer une justification.

5) Les inscriptions effectuées dans une rubrique donnée reçoivent un numéro d'ordre et doivent être séparées l'une de l'autre par une ligne horizontale.

6) Les modifications et les radiations des inscriptions doivent être placées sous un nouveau numéro d'ordre, dans la rubrique dans laquelle a été effectuée l'inscription modifiée ou radiée.

7) Les inscriptions précédentes qui ont été modifiées ou radiées doivent être soulignées en rouge.

8) Les fautes de plume et autres erreurs évidentes dans les inscriptions doivent être rayées à l'encre rouge, de façon à permettre la lecture du texte primitif, et l'inscription correcte doit être effectuée dans la même rubrique.

9) La personne qui procède à l'inscription insère la date de l'inscription et appose sa signature.

46. — 1) Des volumes séparés sont établis pour la partie non secrète et pour la partie secrète du registre des brevets.

2) La façon de tenir les volumes séparés du registre est déterminée aux art. 9 et 10 de l'annexe à l'ordonnance.

47. — En cas de constatation par l'organe supérieur compétent qu'une invention secrète est privée du caractère d'invention secrète, l'Office procède à l'inscription relative au brevet sur cette invention dans la partie non secrète du registre des brevets, sous le numéro d'ordre du registre, et inscrit une mention y relative dans la partie secrète du registre, sur la page concernant ce brevet.

48. — L'Office publie dans son bulletin les informations relatives aux inscriptions effectuées dans la partie non secrète du registre des brevets.

49. — Chacun peut accéder à une inscription effectuée dans la partie non secrète du registre des brevets; quant à la partie secrète du registre des brevets, seule peut y accéder la personne autorisée par l'organe supérieur compétent, dans les limites de l'autorisation.

50. — 1) Sur pétition écrite de toute personne et après le paiement par cette personne de la taxe due, l'Office délivre, de la partie non secrète du registre:

- i) une copie du registre;
- ii) un extrait du registre;
- iii) une attestation concernant l'existence d'une inscription donnée.

2) La copie du registre doit contenir toutes les données inscrites au registre et concernant un brevet déterminé. A la demande de l'auteur de la pétition, sont également insérées dans la copie du registre les inscriptions modifiées ou radiées.

3) L'extrait du registre doit contenir les données dont la constatation est demandée par l'auteur de la pétition.

4) L'attestation concernant l'existence d'une inscription doit constater l'existence d'une inscription déterminée et comporter sa justification, la désignation du registre, la désignation de la partie du registre, le numéro d'ordre du registre et le numéro de la page du volume du registre.

5) Les rubriques et leurs parties ne contenant aucune inscription sont barrées dans les copies et dans les extraits du registre.

6) Le cachet rond de l'Office est apposé sur les documents mentionnés aux al. 2) à 4).

7) Sur la pétition, est inscrite une annotation relative à la délivrance des documents mentionnés aux al. 2) à 4), précisant la date de leur délivrance.

51. — Les art. 43 à 50 du présent Arrêté sont applicables par analogie au registre des droits de protection de modèles d'utilité.

Chapitre 10

Renseignements concernant le dépôt de la demande et accès aux documents de la demande

52. — 1) L'Office fournit des renseignements concernant le dépôt de la demande de brevet ou de protection de modèle d'utilité et, dans chaque phase de la procédure, rend accessibles les documents de la demande de brevet ou de protection de modèle d'utilité:

- i) au déposant et à son mandataire;
- ii) à l'unité supérieure eu égard au déposant, et à son mandataire, si le déposant est une unité de l'économie socialisée;
- iii) au créateur de l'invention ou du modèle d'utilité et à son mandataire;
- iv) aux organes chargés de la poursuite des infractions et de l'administration de la justice, ainsi qu'à leurs mandataires autorisés;
- v) aux autres personnes, si le déposant exprime son consentement par écrit.

2) Les renseignements concernant le dépôt de la demande de brevet ou de protection de modèle d'utilité avant sa publication, ainsi que la mise à disposition des documents de la demande, sont inscrits dans les documents de la demande.

53. — 1) A partir du jour où est rendu public le dépôt de la demande de brevet ou de protection de modèle d'utilité, les tiers peuvent prendre connaissance de la description de l'invention ou du modèle d'utilité, des revendications relatives au brevet ou au droit de protection de modèle d'utilité ainsi que des dessins; ils peuvent également confectionner des copies et en obtenir le tirage à titre onéreux.

2) L'Office peut mettre à la disposition des personnes qui prouvent leur intérêt juridique, sur leur demande, les documents contenus dans le dossier du dépôt autres que ceux énumérés à l'al. 1).

54. — Le présent chapitre n'est pas applicable aux inventions et modèles d'utilité secrets.

Chapitre 11

Dispositions transitoires et finales

55. — Les demandes de brevet et de protection de modèles d'utilité en vue de revendiquer le droit de priorité, déposées à l'Office avant l'entrée en vigueur de l'Ordonnance, sont considérées comme des demandes de brevet et de protection de modèle d'utilité si le déposant paie la taxe de dépôt au cours des six mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'Ordonnance.

56. — 1) Le dépôt à l'Office des documents mentionnés à l'art. 3.2)ii) à vii) du présent Arrêté, dans les langues allemande, anglaise, française ou russe ou avec une traduction dans l'une de ces langues, est admis dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de l'Ordonnance.

2) L'art. 7.2) de l'Annexe à l'Ordonnance est applicable par analogie.

57. — 1) L'Ordonnance du Président de l'Office des brevets de la République populaire de Pologne, du 29 janvier 1963, relative au mode et aux délais de paiement des taxes pour la publication de la description du brevet (*Monitor Polski*, N° 17, texte N° 98), perd force obligatoire.

2) Pour ce qui concerne les inventions et les modèles d'utilité, perdent force obligatoire:

i) l'Arrêté du Président de l'Office des brevets de la République populaire de Pologne, du 7 mai 1963, relatif au dépôt, à l'Office des brevets de la République populaire de Pologne, des demandes de brevet d'invention et du droit de protection de modèle d'utilité, et des dessins et modèles industriels (*Monitor Polski*, N° 42, texte N° 207);

ii) l'Arrêté du Président de l'Office des brevets de la République populaire de Pologne, du 31 mai 1963, relatif aux registres tenus par l'Office des brevets de la République populaire de Pologne (*Monitor Polski*, N° 49, texte N° 254).

58. — Le présent Arrêté entre en vigueur le jour de sa publication³.

³ Cet arrêté a été publié au *Monitor Polski* (N° 1, texte N° 4) du 12 janvier 1973.

ITALIE

Décrets concernant la protection temporaire des droits de propriété industrielle à des expositions

Article unique

Les inventions industrielles, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles et les marques concernant les objets qui figurent aux expositions suivantes:

LIII^e Fiera di Milano — Campionaria internazionale (Milan, 14 au 25 avril 1975);

II^a Fiera caccia e pesca (Gênes, 25 avril au 1^{er} mai 1975);

Rassegna suinicola internazionale (Reggio Emilia, 1^{er} au 14 mai 1975);

AUTOMOTOR '75 — Mostro mercato internazionale parti, ricambi, accessori e attrezzature per autofficina (Turin, 14 au 18 mai 1975);

Solone internazionale del topetto e del tessile d'arredamento (Milan, 22 au 26 mai 1975);

XXX^a Fiera del Mediterraneo — Campionaria internazionale (Palermo, 24 mai au 8 juin 1975);

XXIII^a Fiera di Roma — Campionaria nazionale (Rome, 31 mai au 15 juin 1975);

XXVII^a Fiera di Trieste — Campionario internazionale (Trieste, 17 au 29 juin 1975);

XIII^a Dimostrazione di macchine impianti ed attrezzature per la raccolta lavorazione e conservazione dei foraggi (Vallores (Trévis), 14 juillet 1975);

XXXVI^a Fiera di Messina — Campionaria internazionale (Messine, 2 au 17 août 1975);

MACEF-Autunno 1975 — Mostro mercato internazionale degli orticoli cosolighi, cristollierie, ceromiche, orgenterie, orticoli do regolo, orticoli do giordinaggio, ferramenta e utensilerie (Milan, 4 au 8 septembre 1975);

Mostra internazionale di conigliicoltura (Erba (Côme), 5 au 8 septembre 1975);

VII^e Dimostrazioni di macchine, impianti e sistemi per la raccolta, lavorazione e conservazione del maïs (Ceregno), 10 septembre 1975);

XXVIII^a Fiera di Bolzano — Campionaria internazionale (Bolzano, 13 au 22 septembre 1975);

XV^e Solone del mobile itolono (Milan, 16 au 21 septembre 1975);

IV^e INTERSAN — Mostra mercato internazionale della ortopedica tecnica e sanitaria, sanitari, strumenti chirurgici, attrezzature ospedaliere, apparecchi fisioelettromedicali, articoli sanitari per la prima infanzia (Milan, 27 au 30 septembre 1975);

V^e MIPAN — Solone internazionale delle macchine, impianti e prodotti per la panificazione e la pasticceria (Bari, 11 au 19 octobre 1975);

IV^a Fiera agricola dell'arco alpino (Bolzano, 24 au 27 octobre 1975);

II^e EDICOS — Salone dell'editoria e delle comunicazioni sociali (Naples, 31 octobre au 4 novembre 1975);

X^a Esposizione internazionale delle attrezzature per il commercio ed il turismo — EXPO CT '75 (Milan, 1^{er} au 9 novembre 1975);

EIMA — Esposizione internazionale delle industrie di macchine per l'agricoltura (Bologne, 19 au 23 novembre 1975);

XLIV^a Esposizione internazionale del ciclo e del motociclo (Milan, 22 au 30 novembre 1975);

XIV^e Mostre avicunicole internazionali — MAV (Padoue, 5 au 8 décembre 1975)

jouiront de la protection temporaire établie par les décrets mentionnés en préambule¹.

¹ Décrets royaux N° 1127, du 29 juin 1939, N° 1411, du 25 août 1940, N° 929, du 21 juin 1942 et loi N° 514, du 1^{er} juillet 1959 (voir *La Propriété industrielle*, 1939, p. 124; 1940, pp. 84 et 196; 1942, p. 168; 1960, p. 23).

ÉTUDES GÉNÉRALES

La procédure d'opposition devant l'administration des brevets de la République fédérale d'Allemagne

Dietrich LEWINSKY *

* Dipl. Ing., Dipl. oec. publ., Conseil en brevets, Munich.

LETTRES DE CORRESPONDANTS

Lettre de la République fédérale d'Allemagne

Friedrich-Karl BEIER * et Paul KATZENBERGER **

(Première partie)

* Dr en droit, professeur de droit à l'Université de Munich, Directeur de l'Institut Max-Planck pour le droit étranger et international en matière de brevets, de droit d'auteur et de concurrence, Munich.

** Dr en droit, chargé de recherches à l'Institut Max-Planck pour le droit étranger et international en matière de brevets, de droit d'auteur et de concurrence, Munich.

NOUVELLES DIVERSES

ESPAGNE

Chef du Registre espagnol de la propriété industrielle

Nous apprenons que M. Antonio Villalpando Martínez a été nommé Chef du Registre espagnol de la propriété industrielle. Il succède à M. Antonio Fernández-Mazambroz.

Nous saisissons cette occasion pour féliciter M. Villalpando Martínez de sa nomination.

PAKISTAN

« Registrar of Trade Marks »

Nous apprenons que M. Riaz Ahmed Malik a été nommé *Registrar of Trade Marks*. Il succède à M. H. H. Rahman.

Nous saisissons cette occasion pour féliciter M. Malik de sa nomination.

CALENDRIER

Réunions de l'OMPI

- 17 au 19 septembre 1975 (Genève) — ICIREPAT — Comité plénier (PLC)
- 22 et 23 septembre 1975 (Genève) — Traité concernant l'enregistrement des marques (TRT) — Comité consultatif intérimaire
- 23 au 30 septembre 1975 (Genève) — Comité de coordination de l'OMPI; Comités exécutifs des Unions de Paris et de Berne; Assemblée et Comité des Directeurs de l'Union de Madrid; Assemblée de l'Union de Nice
- 1^{er} au 3 octobre 1975 (Genève) — Déconvertis scientifiques — Comité d'experts
- 1^{er} au 3 octobre 1975 (Genève) — Classification internationale des brevets (IPC) — Bureau
- 6 octobre 1975 (Genève) — Classification internationale des brevets (IPC) — Comité ad hoc mixte
- 7 au 9 octobre 1975 (Genève) — Classification internationale des brevets (IPC) — Assemblée et Comité d'experts
- 13 au 17 octobre 1975 (Nairobi) — Conférence sur la législation sur la propriété industrielle des pays anglophones d'Afrique — Comités d'experts (convoqués conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies)
- 13 au 17 octobre 1975 (Genève) — ICIREPAT — Comité technique chargé des systèmes de recherche documentaire (TCSS)
- 20 au 24 octobre 1975 (Washington) — ICIREPAT — Comité technique chargé de la normalisation (TCST)
- 27 au 31 octobre 1975 (Mexico) — Séminaire pour les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes sur les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Réunion organisée conjointement avec le BIT et l'Unesco)
- 27 octobre au 3 novembre 1975 (Genève) — PCT — Comités intérimaires
- 3 au 7 novembre 1975 (Genève) — Classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques — Comité d'experts
- 3 au 14 novembre 1975 (Berne) — Classification internationale des brevets (IPC) — Groupe de travail II
- 10 au 14 novembre 1975 (Genève) — Révision de la loi type concernant les inventions — Groupe de travail (3^e session)
- 1^{er} au 5 décembre 1975 (Genève) — Protection internationale des appellations d'origine et des autres indications de provenance — Comité d'experts
- 1^{er} au 12 décembre 1975 (Munich) — Classification internationale des brevets (IPC) — Groupe de travail III
- 8, 9 et 16 décembre 1975 (Genève) — Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion — Comité intergouvernemental — Session ordinaire (organisée conjointement avec le BIT et l'Unesco)

- 10 au 12 décembre 1975 (Genève) — ICIREPAT — Comité de coordination technique (TCC)
- 10 au 16 décembre 1975 (Genève) — Comité exécutif de l'Union de Berne — Session extraordinaire
- 15 au 19 décembre 1975 (Genève) — Classification internationale des éléments figuratifs des marques — Comité provisoire d'experts
- 15 au 22 décembre 1975 (Genève) — Revision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle — Groupe d'experts gouvernementaux
- 15 au 19 mars 1976 (Genève) — Programme technico-juridique permanent de l'OMPI pour l'acquisition, par les pays en voie de développement, des techniques en rapport avec la propriété industrielle — Comité permanent (3^e session)
- 27 septembre au 5 octobre 1976 (Genève) — Assemblée générale, Conférence et Comité de coordination de l'OMPI; Assemblées des Unions de Paris, Madrid, Nice, Lisbonne, Locarno, IPC et Berne; Conférences de représentants des Unions de Paris, Nice et Berne; Comités exécutifs des Unions de Paris et Berne; Conseil de l'Union de Lisbonne — Sessions ordinaires
- 14 au 18 mars 1977 (Genève) — Programme technico-juridique permanent de l'OMPI pour l'acquisition, par les pays en voie de développement, des techniques en rapport avec la propriété industrielle — Comité permanent (4^e session)
- 26 septembre au 4 octobre 1977 (Genève) — Comité de coordination de l'OMPI et Comités exécutifs des Unions de Paris et Berne

Réunions de l'UPOV

Conseil: 7 au 10 octobre 1975 — Comité consultatif: 6 et 10 octobre 1975 — Comité directeur technique: 6 et 7 novembre 1975 — Comité d'experts pour la coopération internationale en matière d'examen: 4 et 5 novembre 1975 — Comité d'experts sur l'interprétation et la révision de la Convention: 2 au 5 décembre 1975; 17 au 20 février 1976

Note: toutes ces réunions ont lieu à Genève au siège de l'UPOV

Groupe de travail technique sur les plantes ornementales: 9 au 11 septembre 1975 (Hørnum - Danemark)

Réunions d'autres organisations internationales s'occupant de propriété intellectuelle

- 12 et 13 septembre 1975 (Liège) — Ligue internationale contre la concurrence déloyale — Journées d'étude
- 16 au 19 septembre 1975 (Budapest) — Fédération internationale des musiciens — Comité exécutif
- 17 au 20 septembre 1975 (Londres) — Union des mandataires agréés européens en brevets — Assemblée générale
- 22 au 24 septembre 1975 (Bâle) — Licensing Executives Society (LES) — Conférence internationale
- 1^{er} au 3 octobre 1975 (Berlin) — Association littéraire et artistique internationale — Journées d'étude
- 13 et 14 octobre 1975 (Paris) — Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs — Commission juridique et de législation
- 21 au 23 octobre 1975 (Rijswijk) — Institut international des brevets — Conseil d'administration
- 3 au 12 novembre 1975 (Paris) — Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) — Comité d'experts gouvernementaux sur la double imposition des redevances de droits d'auteur
- 17 novembre au 15 décembre 1975 (Luxembourg) — Secrétariat général du Conseil des ministres des Communautés européennes — Conférence de Luxembourg sur le brevet communautaire
- 17 au 19 décembre 1975 (Rijswijk) — Institut international des brevets — Conseil d'administration
- 25 mai au 1^{er} juin 1976 (Tokyo) — Union internationale des éditeurs — Congrès